

## Solid-ère : un modèle d'aide alimentaire inconditionnelle

L'association **Solid-ère** a vu le jour à Lausanne en 2020, en pleine crise sanitaire, dans un contexte de forte précarisation d'une partie de la population. Inspirée par l'exemple des grandes distributions alimentaires genevoises, l'initiative visait à proposer un accès **ouvert et sans condition** à des denrées alimentaires, afin de répondre aux besoins de personnes exclues des dispositifs existants.

En effet, la plupart des structures lausannoises de distribution alimentaire appliquent des critères d'admission (lieu de résidence, statut administratif, situation sociale), parfois couplés à des entretiens d'évaluation. Solid-ère est née du constat que ces critères peuvent exclure :

- les personnes vivant dans une autre commune,
- celles en situation irrégulière craignant un contrôle,
- ou encore celles traversant une précarité ponctuelle mais réelle.

D'emblée, et puisque les lieux de distributions ne sont pas répartis équitablement sur le territoire, qu'une situation de précarité peut être transitoire, qu'une personne clandestine peut-être découragée par la tenue d'un entretien « d'admission », nous avons œuvré pour le respect d'un principe **d'inconditionnalité de l'accès à l'aide alimentaire**.

### Du soutien d'urgence à une structure pérenne

La première distribution, organisée en juin 2020 avec des moyens limités, a permis de fournir 50 sacs de provisions. Face à l'augmentation rapide des demandes, Solid-ère s'est rapprochée de la **Centrale Alimentaire de la Région Lausannoise (CARL)**, gérée par Caritas sous mandat de la Ville, qui centralise des partenariats avec des entreprises pour récupérer des invendus et acheter certains produits de première nécessité.

En l'espace de six mois, les volumes distribués ont quadruplé, atteignant environ 300 sacs par semaine. Cette croissance rapide a toutefois suscité des réticences parmi certains acteurs du réseau : si Solid-ère a permis de répondre à une partie importante des besoins pendant la pandémie, son modèle inconditionnel a relancé le débat sur le contrôle d'éventuels « abus » dans l'aide alimentaire. Quatre ans plus tard, la même question revient régulièrement : la quantité de nourriture distribuée augmente-t-elle en fonction des besoins réels de la population, ou aussi en raison d'un accès élargi ?

### Un modèle repensé : l'épicerie gratuite et le café social

Après plusieurs années de distributions hebdomadaires dans un espace public – parfois à plus de 500 bénéficiaires en une seule journée – l'association a constaté les limites du modèle initial : longues files d'attente, frustration des personnes repartant sans sac, absence de choix (les sacs étant pré-remplis par les bénévoles).

En 2023, Solid-ère a ouvert une **épicerie gratuite** accessible deux fois par semaine, permettant à environ 350 personnes de choisir librement leurs provisions. Un système de

cartes membres avec horaires attribués a été mis en place, réduisant l'attente et fluidifiant la fréquentation.

Les locaux accueillent également un **café social**, où les bénéficiaires peuvent se rencontrer, échanger autour d'un café, voire cuisiner ensemble. Ce dispositif contribue à rompre l'isolement et à encourager des dynamiques de solidarité horizontale. Il permet aussi l'émergence de nouvelles actions communes, en impliquant davantage les bénéficiaires dans la vie et la gestion des activités de l'association.

## **Enjeux de l'approvisionnement : rareté et qualité des denrées**

Le système d'aide alimentaire en Suisse repose majoritairement sur la récupération et la redistribution des **invendus des grandes surfaces** et entreprises agroalimentaires. Or, ce modèle est fragilisé par deux évolutions récentes :

1. **La marchandisation des invendus** : des plateformes comme *Too Good To Go* commercialisent ces surplus à prix réduit, rendant plus difficile leur accès gratuit pour les associations.
2. **L'amélioration des chaînes de production** : la réduction du gaspillage à la source entraîne mécaniquement une baisse des volumes disponibles pour les structures d'aide.

Ces contraintes posent la question de la viabilité d'un modèle basé presque exclusivement sur les invendus. Elles impactent également la **qualité nutritionnelle** des produits disponibles : les excédents sont souvent constitués d'aliments ultra-transformés, gras, sucrés ou salés, avec peu de fruits et légumes frais. Cette réalité a des conséquences sur la santé des bénéficiaires, exposés à des risques accrus d'hypertension, de diabète ou d'obésité.

## **Conclusion**

L'expérience de Solid-ère illustre les tensions entre impératifs logistiques, contraintes économiques et principes éthiques dans l'aide alimentaire. Le choix assumé de l'inconditionnalité place l'association au cœur de débats sur le contrôle, l'efficacité et la dignité des dispositifs d'aide. Alors que les ressources disponibles se raréfient et que la qualité nutritionnelle pose question, l'enjeu est de repenser collectivement les modèles d'approvisionnement et de distribution, pour qu'ils restent à la fois viables, inclusifs et respectueux de la santé et de l'autonomie des personnes concernées.